

que tout organisme de négociation qui pourra être désigné travaille en étroite collaboration avec les Nations Unies. En ce qui a trait au désarmement, nous estimons que la chose qui presse le plus est la reprise des négociations le plus tôt possible.

Je voudrais également dire quelques mots de la conférence des nations non engagées qui s'est déroulée en fin de semaine à Belgrade. Vingt-cinq pays neutres s'y trouvaient représentés, dont certains n'étaient pas très sympathiques à l'Occident, si l'on en juge par leurs actes ces dernières années. Les délégués venaient de divers continents en vue d'essayer de trouver un moyen de diminuer la tension mondiale. Sans doute, y a-t-on consacré beaucoup de temps à la question du colonialisme ainsi qu'à d'autres problèmes qui intéressent certains pays en particulier. A mon avis, les comptes rendus de ces réunions des pays non engagés ne rendent pas justice à l'importance de leur réaction devant la question de Berlin et celle de la reprise des expériences nucléaires. On a intitulé «Les pays neutres condamnent les expériences atomiques et réclament des pourparlers sur la question de Berlin» la nouvelle qui a paru dans un de nos journaux au cours de la conférence, après que les Russes eurent annoncé la reprise des essais nucléaires.

Que les pays neutres aient réagi de la sorte à Belgrade, c'est très important. Ainsi, j'estime que la déclaration du premier ministre Nehru a aidé et aidera beaucoup à trouver une solution à ces terribles problèmes. Il est une chose que j'ai apprise à mes propres frais aux Nations Unies alors que je traitais de notre résolution portant sur le désarmement, l'an dernier, et c'est qu'un bon nombre de pays craignent de se prononcer de peur de contrarier les États-Unis alors que d'autres ne votent pas afin de ne pas indisposer l'Union soviétique. Je le répète, ces pays neutres n'aiment pas prendre position à moins que ce soit absolument nécessaire; pourtant, nous venons de voir à Belgrade la vive réaction de vingt-cinq nations neutres devant la reprise des essais nucléaires par la Russie ainsi que la question de Berlin.

Autre facteur important dans la présente situation, c'est l'attitude des nouvelles puissances. Nous traversons une époque où la liberté prend plus d'ampleur, où les nouveaux pays se créent plus rapidement qu'en toute autre période de l'histoire. Les jeunes chefs de ces nouveaux pays d'Asie et d'Afrique viennent aux Nations Unies, à New-York, et prennent part aux délibérations. Ils sont intéressés au plus haut point à développer leurs propres pays. Ils n'ont que faire de la guerre froide, car ils sont trop occupés et ont tellement de problèmes personnels à régler. Ils ne veulent pas se préoccuper de

la guerre froide. Ils savent que si jamais la guerre froide se réchauffe, ils obtiendront bien peu d'aide économique du monde occidental ou du monde communiste. Ces nouveaux pays ont un rôle important à jouer dans le monde d'aujourd'hui. Je crois que les opinions qu'ils exprimeront aux Nations Unies, ces quelques prochains jours, pourront beaucoup contribuer à réduire la tension et à inciter les grandes puissances à régler ces problèmes.

Les nouveaux pays sont extrêmement chatoilleux sur la question du colonialisme. Ils ont une réaction émotive lorsque la question vient sur le tapis, et cela se comprend. Nous avons eu la même réaction il y a près d'un siècle. L'Union soviétique ne laisse jamais passer l'occasion d'exploiter cette réaction ou d'en tirer parti. D'une année à l'autre, les Soviétiques n'ont jamais manqué de présenter une résolution attaquant les prétendues puissances coloniales, exigeant que toutes les colonies soient libérées avant la fin de 1961, et insistant pour que des dates-limites soient fixées pour chaque pays en cause. Je ne doute pas qu'ils se livreront au même jeu à la prochaine session de l'Assemblée générale.

Cependant, s'il est un domaine où le Commonwealth peut se passer des conseils de l'Union soviétique ou de toute critique, c'est bien celui-là. L'an dernier, notre propre premier ministre a démontré l'inanité de pareilles attaques, aux Nations Unies, dans le grand discours qu'il a prononcé aux premiers jours de la session, alors qu'il a signalé la situation qui existe dans ces pays comme l'Estonie, la Lithuanie et la Lettonie. Je dois dire qu'il y a lieu de s'étonner de l'aplomb avec lequel le représentant soviétique vient à New-York parler du colonialisme et des péchés des puissances coloniales. Je suis renversé de l'effronterie avec laquelle ils affichent pareille attitude. Cependant, dans ce domaine, incontestablement, le Commonwealth ces dernières années—et je pense aux années 1961 et 1962—a manifesté et manifeste encore les plus hautes qualités politiques qu'aucune autre puissance au monde n'a jamais manifestée. Le Tanganyika doit obtenir sa souveraineté le 9 décembre, la Fédération des Antilles occidentales l'an prochain. Peu de temps après, ce sera probablement le tour de l'Ouganda et du Kenya. Peut-être que ces deux derniers se joindront au Tanganyika pour constituer une fédération dans l'Est africain. D'autres colonies relevant des Britanniques doivent obtenir le gouvernement autonome de la même façon, aussitôt que possible et aussi vite qu'on pourra trouver des chefs formés pour diriger ces pays-là. Au cours de la prochaine session des Nations Unies, nous aurons peut-être des discussions